



Évaluation du soutien de l'UE à la Réforme du secteur de la sécurité dans les pays du Voisinage et de l'Élargissement (2010-2016)

Résumé
Rapport final

2018

Évaluation effectuée au nom de la Commission Européenne

Évaluation effectuée par:

Dr. Susan E. Penksa – Chef d'équipe

Nicole Ball – Expert principal

Dr. Anna Matveeva – Expert principal

Klodiana Puro – Jeune expert

Avec les contributions de:

Sandrine Loeckx – Jeune expert

Peter Brorsen – Contrôle de qualité

Eunica Aure et Diletta Carmi – Gestionnaires de l'évaluation

Cette évaluation a été mise en œuvre par Landell Mills Ltd (responsable) et Linpico, et gérée par DG NEAR unité A4 Cadre financier pluriannuel, programmation et évaluation.

L'auteur assume l'entière responsabilité en relation au rapport qui a été rédigé au nom de la Commission de l'Union Européenne. Ce rapport ne reflète pas nécessairement l'opinion de la Commission.

Résumé

L'évaluation du **soutien de l'UE à la Réforme du secteur de la sécurité dans les pays du Voisinage et de l'Elargissement (2010-2016)** a été effectuée par la DG NEAR/la Commission Européenne (CE) afin de renforcer la responsabilité démocratique et la transparence, et améliorer les politiques et les pratiques, à travers un apprentissage basé sur des données probantes. L'objectif principal de cette évaluation est de fournir une évaluation ex-post de la performance (*pertinence, efficience, efficacité, cohérence, complémentarité et coordination, impacts, durabilité et valeur ajoutée de l'UE*) du soutien de l'UE (dialogue politique et stratégique et assistance financière) aux réformes du secteur de la sécurité (RSS) dans les pays bénéficiaires de l'Elargissement et du Voisinage¹ entre 2010 et 2016, sur la base du cadre d'orientation de l'UE de 2006 sur la RSS.²

L'évaluation a couvert les domaines thématiques des RSS suivants: 1) la supervision et la responsabilité démocratiques; 2) les réformes de la défense; 3) les réformes des renseignements et du service de sécurité; 4) la gestion intégrée des frontières; 5) les réformes policières; 6) les réformes de la justice; 7) les réformes des prisons; 8) les sociétés privées de sécurité; 9) la société civile; et 10) la prévention de l'extrémisme violent/la lutte contre l'extrémisme violent/lutte contre le terrorisme. Les domaines de la justice transitionnelle et le déminage humanitaire n'entrent pas dans le cadre de cette évaluation.

La méthodologie de l'évaluation comprend une collecte de données exhaustive et une approche d'analyse qui inclut une révision de documents politiques de l'UE sur les RSS disponibles et des évaluations liées; la réalisation d'un inventaire pour l'analyse d'un portefeuille de 1.996 contrats financés par la CE ou activités TAIEX (parmi lesquels 1.189 sont des contrats financés par la CE et 807 sont des activités TAIEX³), et 6 missions/opérations de la PSDC⁴; une révision détaillée de 39 interventions sélectionnées couvrant les 10 domaines thématiques des RSS; des entretiens avec les parties prenantes pertinentes, dont les institutions de l'UE, les Délégations/Offices de l'UE et le personnel de l'OTAN, ainsi que des entretiens avec les bénéficiaires, la société civile, les partenaires de mise en œuvre et d'autres acteurs internationaux, menés pendant des missions sur le terrain en Albanie, en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo*, en Serbie, en Turquie, en Géorgie, en Moldavie, en Ukraine, en Jordanie, au Liban ou en Palestine*.

Les conclusions de l'évaluation confirment que l'UE a engendré des effets positifs à travers la promotion des valeurs et intérêts de l'UE dans les régions de l'Élargissement et du Voisinage, et particulièrement, à travers l'appui apporté en matière des RSS entre 2010 et 2016, notamment:

¹ Les pays bénéficiaires de l'IAP sont: l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro, le Kosovo, l'ancienne république yougoslave de Macédoine, la Serbie et la Turquie. Les partenaires de l'IEV sont: l'Algérie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Bélarus, l'Égypte, la Géorgie, l'Israël, la Jordanie, le Liban, la Libye, la République de Moldavie, le Maroc, la Palestine, la Syrie, la Tunisie et l'Ukraine.

² Conseil de l'Union Européenne, *Projet de conclusions du Conseil sur un cadre d'orientation pour la réforme du secteur de la sécurité*, Document 9967/06, 6 juin 2006, <http://register.consilium.europa.eu/doc/srv?l=FR&f=ST%209967%202006%20INIT>

³ https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/tenders/taix_en (lien disponible en anglais uniquement).

⁴ https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/431/common-security-and-defence-policy-csdp_en (lien disponible en anglais uniquement).

* Cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut et est conforme à la résolution 1244/1999 du Conseil de sécurité des Nations Unies ainsi qu'à l'avis de la CIJ sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.

* Cette désignation ne doit pas être considérée comme une reconnaissance de l'État de Palestine et elle est sans préjudice des positions individuelles des États membres sur cette question.

- l'intégration des domaines des réformes du secteur de la sécurité dans des stratégies nationales et régionales, des plans d'actions et des outils de programmation;
- l'utilisation du dialogue politique et stratégique pour encourager le soutien politique des bénéficiaires pour le secteur/système de la sécurité, particulièrement dans le contexte de négociations de préadhésion et pour les bénéficiaires avec des accords d'association;
- une meilleure réussite des extrants/produits des interventions de l'UE dans le cadre de RSS
- une meilleure conformité des bénéficiaires de l'Élargissement et du Voisinage de l'Est aux procédures, tels que les changements dans la législation ou le développement de stratégies du secteur;
- au sein de plusieurs bénéficiaires, une meilleure conformité aux standards des droits humains plus élevés, dans les secteurs judiciaire et de sécurité;
- quelques résultats durables qui peuvent être attribués au soutien de l'UE, telles que la libéralisation du régime des visas et la gestion des frontières;
- la valeur ajoutée du soutien de l'UE reconnu dans les domaines des RSS suivants: l'état de droit et la bonne gouvernance, la protection des droits humains, la gestion intégrée des frontières, la réforme des prisons, la réforme de la police; et
- l'existence et l'utilisation des mécanismes de coordination, tels que les réunions des chefs des missions de l'UE, l'établissement d'un inventaire des bailleurs de fonds, les réunions de groupes de travail des secteurs spécifiques et la programmation commune.

Désormais, le défi pour l'UE est de s'appuyer sur ces réussites pour améliorer davantage le soutien aux RSS en créant des liens, plus cohérents, coordonnés et complémentaires, entre les politiques et les instruments financiers. La portée des ambitions d'étendre le respect des droits humains, de la démocratie, de l'état de droit et des principes de bonne gouvernance, pourra ainsi être remplie avec une meilleure efficacité.

Pour ce faire, l'évaluation a tiré des conclusions et identifié 16 recommandations politiques dans 4 domaines particulièrement pertinents pour l'engagement de l'UE en matière des RSS dans les régions de l'Élargissement et du Voisinage: 1) renforcer le rôle de l'UE en tant qu'acteur stratégique; 2) renforcer l'appropriation nationale; 3) améliorer l'efficacité des modalités de financement; et 4) atteindre de meilleurs résultats.

Renforcer le rôle de l'UE en tant qu'acteur stratégique

1^e Recommandation: L'UE devrait vérifier les portefeuilles des interventions existants et les besoins, dans le cadre des RSS, pour chaque bénéficiaire de l'Instrument d'Aide de Préadhésion (IAP)⁵ et de la Politique Européenne de Voisinage (PEV).⁶ Cette évaluation devrait servir de base pour le développement d'une approche stratégique des RSS de l'UE envers le bénéficiaire concerné. L'approche stratégique de l'UE envers chaque bénéficiaire devrait: 1) fournir une vision stratégique pour combiner les aspects techniques et politiques des réformes, afin de tirer parti des synergies entre le dialogue politique et l'assistance technique. Ceci comprend les synergies entre le soutien bilatéral et régional, entre les Délégations/Offices de l'UE et les missions/opérations de la PSDC, et entre le soutien de

⁵ http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/funding/ipa/

⁶ https://ec.europa.eu/info/policies/european-neighbourhood-policy_fr

l'UE et le soutien des États membres; 2) mettre à profit les principes dénombrés dans la Communication conjointe de 2016 sur la mise en place d'un cadre stratégique à l'échelle de l'UE visant à soutenir les RSS, ainsi que les documents politiques et de programmation pertinents de l'Instrument d'Aide de Préadhésion et de l'Instrument Européenne de Voisinage et; 3) établir des objectifs communs pour les RSS que chaque bénéficiaire devra atteindre, et définir comment le soutien de l'UE peut contribuer à la réussite de ces objectifs; 4) être fondé sur l'appropriation nationale; 5) identifier les défis clés des bénéficiaires et de l'UE même, y compris les États membres; et 6) préciser comment ces défis à la réussite des objectifs stratégiques de l'UE pourraient être surmontés. Le Service Européen pour l'Action Extérieure (SEAE) et la Commission devraient tirer profit du groupe de travail interservices en matière de RSS afin d'établir la façon la plus efficiente et efficace pour poursuivre la mise en œuvre de cette recommandation, telle que l'utilisation de la nouvelle Facilité pour la gouvernance du secteur de la sécurité.⁷

2^e Recommandation: Le groupe de travail interservices en matière de RSS devrait s'assurer qu'un suivi et une évaluation, de l'utilisation/la mise en place d'un cadre stratégique à l'échelle de l'UE visant à soutenir les RSS, sont faits régulièrement chez les bénéficiaires pour qui les RSS représentent un domaine d'engagement prioritaire.

3^e Recommandation: Le groupe de travail interservices en matière de RSS devrait formuler des lignes directrices, et fournir davantage de formations, pour les Délégations/Offices de l'UE, sur comment opérationnaliser la Communication conjointe de 2016 sur la mise en place d'un cadre stratégique à l'échelle de l'UE visant à soutenir les RSS, au sein de leur programmation et mise en œuvre des RSS, de sorte à leur donner de l'élan et obtenir de bons résultats, tout en tenant compte des spécificités du processus d'adhésion dans la région de l'Élargissement.

Renforcer l'appropriation nationale

4^e Recommandation: Afin de se prémunir contre un des plus grands risques au soutien de l'UE en matière de RSS –c'est-à-dire un engagement national politique insuffisant– et afin de promouvoir l'appropriation nationale, l'UE devrait déterminer comment renforcer les synergies entre le dialogue politique, prévu pour susciter l'engagement aux réformes, d'une part, et l'assistance financière et technique de l'UE, de l'autre. Ce processus permettrait d'abord de mettre à profit et de renforcer le développement et la mise en œuvre des matrices de coordination, au niveau des bénéficiaires, prévus dans le cadre stratégique à l'échelle de l'UE visant à soutenir la RSS et dans l'approche stratégique proposés dans la 1^e recommandation, dans le contexte de politiques et procédures établies dans le cadre de l'Élargissement et du Voisinage. Pour ce faire, les Délégations/Offices de l'UE – soutenus par les unités opérationnelles de la Direction générale du voisinage et des négociations d'élargissement (DG NEAR) et du SEAE, ainsi que, le cas échéant, les missions/opérations de la PSDC – devront cerner le niveau d'engagement ou de résistance aux changements parmi les principaux acteurs bénéficiaires des RSS, tout comme leurs connexions, positions et intérêts. Il sera aussi nécessaire que des schémas clairs, mais flexibles, pour l'utilisation de tous les outils de l'UE, soient créés, et que tous les membres pertinents de la famille de l'UE suscitent un engagement plus important, de la part de ces principaux acteurs des bénéficiaires, pour réformer les processus.

⁷ Pour de plus amples informations sur la Facilité pour la Gouvernance du Secteur de la Sécurité, voir: (lien disponible en anglais uniquement) <https://issat.dcaf.ch/Learn/SSR-in-Practice/Countries-Regions/European-Union/Delivering-the-European-Union-Security-Sector-Governance-Facility>.

Ce processus devrait identifier la meilleure manière d'impliquer des acteurs avec lesquels l'UE n'a pas l'habitude de s'impliquer, dans les milieux de la défense, de la sécurité et des renseignements, et déterminer la meilleure façon de renforcer les capacités et l'influence des acteurs de la gouvernance et des organes de supervision (ce point est examiné plus en détail ci-dessous dans la 7^e recommandation). Ceci requiert une évaluation en continu des principaux domaines de la sécurité et de la justice, ainsi que de ses acteurs, pour s'assurer que le soutien de l'UE en matière de RSS se fonde bien sur les réalités politiques et pour que, si possible, d'éventuelles barrières à ce soutien puissent être identifiées et contournées.

5^e Recommandation: Dans le cadre du soutien fourni aux bénéficiaires de l'Élargissement et du Partenariat Oriental⁸, l'UE doit être suffisamment flexible pour que son soutien aborde le vaste programme de l'UE en matière de RSS et s'aligne avec les chapitres 23, 24 et 31 de l'*acquis*⁹, tout en fournissant une base durable pour le changement. L'UE – particulièrement les unités opérationnelles du SEAE et de la DG NEAR et les Délégations/Offices de l'UE – doit s'assurer que la vaste gamme de besoins en matière de RSS des bénéficiaires est identifiée et que les problèmes, qui pourraient miner la capacité des bénéficiaires à mettre en œuvre les standards communautaires et internationaux, soient réglés en priorité.

6^e Recommandation: Afin de promouvoir l'appropriation nationale, l'UE doit reconnaître qu'il existe de nombreuses voies pour atteindre les objectifs de l'UE en matière de RSS. Les Délégations/Offices de l'UE, avec le soutien de la DG NEAR et du SEAE, devraient adopter une démarche itérative dans le soutien que l'UE fournit en matière de RSS, qui tienne compte de la volonté politique et des capacités techniques et d'absorption financière des bénéficiaires. Cette approche s'appuierait sur le dialogue avec les bénéficiaires pour cerner les domaines prioritaires en matière de RSS, que l'UE est prête à soutenir, et utiliserait ces priorités comme points d'entrée pour atteindre des objectifs de réforme plus vastes. Les théories du changement contribueraient à identifier des voies pour atteindre des objectifs de réforme plus vaste. Ceci permettrait à l'UE de travailler avec les bénéficiaires pour déterminer une série de pas à prendre afin que le bénéficiaire s'engage dans une voie qui lui permettra de répondre à ses priorités spécifiques, et qui le mènera ensuite à mettre en place les acquis et les standards communautaires/internationaux, ou à atteindre les objectifs de sécurité de l'UE.

L'UE devrait avoir des attentes réalistes quant au rythme de changement. Travailler au rythme des bénéficiaires créera probablement, sur le long terme, les capacités et les conditions qui permettront de passer au-delà de la simple conformité avec les procédures. Par conséquent, il convient de se limiter, là où il y a de la volonté politique et des capacités d'absorption, à construire lentement les bases pour le changement, tant dans le contexte des pays de l'Élargissement que celui des pays du Voisinage. Ceci pourrait être encouragé par une application limitée de l'approche incitative («more for more»), où l'atteinte de certains critères de référence accordés, donnerait accès à des primes modestes d'encouragement.

7^e Recommandation: L'UE devrait soutenir davantage l'implication des populations, dans leur ensemble, dans la réforme du secteur de la sécurité, dans les pays de l'Élargissement et du Voisinage. Les Délégations/Offices de l'UE devraient exprimer clairement leur intérêt

⁸ Lien disponible en anglais uniquement: https://eeas.europa.eu/topics/eastern-partnership_en.

⁹ https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/policy/conditions-membership/chapters-of-the-acquis_en.

de recevoir les perspectives de la gamme la plus large possible d'acteurs de la société, en ce qui concerne les domaines liés aux RSS. Les Délégations/Offices de l'UE devraient systématiquement et fréquemment consulter des acteurs indépendants capables d'articuler les points de vue de différents groupes sociaux, afin de se préparer pour les dialogues politiques et stratégiques entre l'UE et les gouvernements, et chercher les moyens de faire participer ces acteurs dans les dialogues également. Par exemple, à travers des consultations approfondies en relation au développement et à la mise en pratique des stratégies du gouvernement pertinentes en matière des RSS. En particulier, l'UE devrait faire plus attention à travailler avec les intellectuels, les universitaires, les journalistes et toute autre personne de la société civile, pour créer des propositions innovantes et donner de l'élan à la promotion du changement. Cela permettra aussi de maintenir la pression sur les gouvernements pour qu'ils construisent des sociétés plus humaines, et pour qu'ils s'en tiennent aux engagements de se conformer aux standards et pratiques communautaires et internationaux. Les Délégations/Offices de l'UE devraient aussi encourager activement l'implication de ces acteurs à travers tout le cycle de gestion des interventions, y compris dans les premières étapes de la création d'un projet. Les Délégations/Offices de l'UE devraient aussi collaborer étroitement avec les membres de la communauté internationale, y compris les États membres de l'UE, afin de donner aux parlementaires les capacités de surveiller le secteur/système de la sécurité.

Améliorer l'efficacité des modalités de financement

8^e Recommandation: Afin de rendre l'assistance financière de l'UE en matière de RSS la plus efficace possible, les Délégations/Offices de l'UE devraient choisir la modalité de financement et le mode de gestion sur la base du type d'intervention et de la capacité et le contexte du pays bénéficiaire. Le développement d'une approche stratégique en matière de RSS pour chaque bénéficiaire (1^e recommandation) faciliterait ce processus, car elle servirait de source pour les informations sur le contexte et la capacité des bénéficiaires par rapport au domaine de RSS impliqué, y compris la volonté politique nécessaire pour établir quelle modalité de financement et quel mode de gestion sont les plus efficaces. Pendant le processus de prise de décisions, les Délégations/Offices de l'UE devraient s'appuyer sur l'analyse des expériences récentes comprenant différentes modalités de financement dans diverses institutions bénéficiaires. Les Délégations/Offices de l'UE devaient aussi envisager la meilleure manière de combiner des modalités de financement différentes dans un paquet, afin que celui-ci fournisse l'assistance aux RSS la plus appropriée pour le contexte et les capacités d'un bénéficiaire spécifique.

9^e Recommandation: Les programmes d'appui budgétaire sectoriel octroient de grandes quantités de financement et ont des attentes significatives en ce qui concerne les réformes politiques. Afin de rendre ces programmes les plus efficaces possibles, la DG NEAR et les Délégations/Offices de l'UE devraient mesurer le niveau de compréhension des bénéficiaires du soutien budgétaire sectoriel (comment il fonctionne, le lien étroit entre celui-ci et les réformes politiques, comment identifier des indicateurs solides) et leur disposition à mettre en œuvre les programmes d'aide budgétaire. De cette façon, une assistance technique, selon les besoins et dans les temps, pourra être fourni avant la création et pendant la mise en œuvre des programmes d'aide budgétaire. Les Délégations/Offices de l'UE devraient s'assurer d'avoir suffisamment de personnel pour donner une assistance dans la création et gestion des programmes d'appui budgétaire.

10^e Recommandation: L'UE devrait rechercher des opportunités pour la mobilisation de financement complémentaire de la part des États membres, afin de profiter au maximum d'une approche cohérente, parmi la famille de l'UE, en ce qui concerne les objectifs et priorités de l'UE convenus en matière de RSS. L'UE devrait conclure un accord aux niveaux politiques élevés avec les États membres pour l'utilisation avec priorité des analyses et des processus de programmation communs existants, y compris les matrices de coordination, afin de promouvoir une coordination financière plus étroite. Ceci, dans la mesure du possible, devrait inclure le financement commun des interventions de l'UE. Les Délégations/Offices de l'UE devraient collaborer d'une manière plus efficace avec les États membres afin d'identifier les opportunités de financement complémentaire.

Atteindre des meilleurs résultats

11^e Recommandation: L'UE devrait recruter plus de personnel avec une expérience appropriée dans les RSS, faire davantage appel aux expertises externes, fournir des formations supplémentaires sur les RSS pour le personnel et, là où ce sera possible, faire davantage usage de l'expertise des États membres de l'UE. De surcroît, l'UE et ses États membres devraient résoudre les contraintes de ressources humaines au niveau du siège et des Délégations/Offices de l'UE par la mise en œuvre d'une partie ou de toutes les solutions suivantes:

- Un nombre plus important de détachements nationaux des États membres (c'est-à-dire conseillers militaires, conseillers de lutte antiterroriste/contre les extrémismes violents, conseillers de gestion intégrée des frontières, procureurs, etc.) dans les Délégations/Offices de l'UE qui requièrent d'une expertise plus poussée en matière de RSS car dans ce cadre de bénéficiaires, le portefeuille de RSS est plus important ou il comporte un domaine thématique spécifiquement important;
- L'affectation de personnel additionnel pour le *Centre de compétence thématique de réaction aux crises et de réformes du secteur de la sécurité (Centre of Thematic Expertise Crisis Reaction and Security Sector Reform)* de la DG NEAR afin que celui-ci puisse fournir un meilleur soutien aux Délégations/Offices de l'UE dans les régions de l'Élargissement et du Voisinage, ainsi que coopérer d'une façon efficace avec les contreparties du SEAE;
- Une coopération plus étroite et la mise en commun de ressources entre les centres de compétence thématique pertinents de la DG NEAR qui ont un lien avec les RSS (c'est-à-dire l'État de droit/les droits fondamentaux et la démocratie, le soutien à la société civile, la migration, les réformes de l'administration publique);
- L'augmentation du co-financement de la Commission européenne et des États membres pour le détachement des experts nationaux en matière de RSS dans les Délégations/Offices de l'UE et/ou dans la DG NEAR;
- Le détachement du personnel de la PSDC dans la Commission européenne (par ex. l'EULEX¹⁰ ou l'opération Althea pourraient recruter un expert d'un État membre pour que celui-ci travaille dans la DG NEAR ou dans la Direction générale de l'UE pour la Coopération internationale et développement international (DG DEVCO) afin d'augmenter les synergies entre la Commission Européenne et le soutien de la PSDC aux RSS;

¹⁰ Lien disponible en anglais uniquement: <http://www.eulex-kosovo.eu>.

- Un usage élargi des agents de liaison d'EUROPOL¹¹, d'EUROJUST¹², et de FRONTEX¹³ envers plus de bénéficiaires afin d'améliorer l'expertise des Délégations/Offices de l'UE et d'augmenter l'implication bilatérale.

12^e Recommandation: Pendant l'application des matrices de coordination, identifiées dans la Communication conjointe de 2016 sur la mise en place d'un cadre stratégique à l'échelle de l'UE visant à soutenir la RSS, la priorité devrait être donnée aux bénéficiaires où des missions/opérations de la PSDC sont menées et où il existe un besoin pour l'amélioration du séquençage de la coordination et de la cohérence.

13^e Recommandation: La conception du soutien de l'UE en matière de RSS devrait prêter une attention particulière à la définition d'indicateurs qui contiennent des bases de références et des objectifs. Ceci requiert des formations supplémentaires, pour le personnel du siège et des Délégations/Offices de l'UE, sur: 1) les différences entre les extrants/produits, les effets et les impacts; 2) les méthodologies qualitatives et quantitatives en matière de RSS; 3) la différenciation entre les types d'impacts (par ex. stratégiques, fonctionnels, de société, politiques); et 4) l'utilisation des évaluations formelles de la sensibilité aux conflits pour, d'abord, 'Ne Pas Nuire', ainsi que d'une analyse structurée du contexte pour éviter de produire des effets négatifs non intentionnels. Les Délégations/Offices de l'UE devraient établir une collaboration plus étroite avec les partenaires bénéficiaires pour s'assurer d'avoir une approche agréée pour mesurer le progrès, y compris des examens réguliers tant du dialogue politique que du dialogue stratégique, une assistance technique et une attention spéciale à l'implication de la société civile dans la conception du programme.

14^e Recommandation: L'UE devrait introduire une perspective du genre dans la programmation en matière de RSS, allant ainsi au-delà de la simple augmentation de la quantité de femmes dans les institutions des secteurs de la sécurité et de la justice. L'UE devrait développer une capacité opérationnelle pour renforcer l'approche spécifique à l'égalité entre hommes-femmes en matière de RSS, dans le siège et dans les Délégations/Offices de l'UE. De surcroît, l'UE devrait fournir des formations sur l'intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes en matière de RSS au personnel du siège et des Délégations/Offices de l'UE chargé de la conception et la mise en œuvre des interventions de RSS.

15^e Recommandation: L'UE devrait augmenter l'implication des agences de défense, de sécurité et de renseignements, ainsi que des branches de la police, chargées de la lutte contre le terrorisme. De même, l'UE devrait prêter une attention spéciale à la qualité de la conception et de la mise en œuvre des programmes de la lutte contre le terrorisme/les extrémismes violents et des réformes de la sécurité et les renseignements, car ce sont des domaines relativement nouveaux pour l'UE, dans lesquels on dénombre comparativement peu d'interventions de l'UE en matière de RSS. La mise en commun de ressource et expertises dans ces secteurs, parmi les États membres de l'UE et la PSDC, devrait être considérée, ainsi que les possibles synergies avec l'OTAN sur la base de la déclaration commune UE-OTAN de 2016¹⁴, afin de renforcer leur coopération en matière de sécurité

¹¹ <https://www.europol.europa.eu/fr/about-europol>.

¹² <http://www.eurojust.europa.eu/Pages/languages/fr.aspx>.

¹³ Lien disponible en anglais uniquement: <https://frontex.europa.eu>.

¹⁴ Conseil de l'Union Européenne, Déclaration Commune UE-OTAN par le Président du Conseil Européen, le Président de la Commission Européenne et le Secrétaire Général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, le 8 juillet 2016, Belgique:

dans les Balkans occidentaux et dans les Voisinages oriental et méridional. Le soutien de l'UE à ces secteurs devrait être accompagné, au niveau de la mise en œuvre, d'un mécanisme pour la gestion de risques aux droits humains. Même s'il s'agit d'une expertise de niche, elle peut être trouvée, par exemple, dans les institutions des médiateurs, les organisations internationales non-gouvernementales et d'autres réseaux d'experts.

16^e Recommandation: Afin de renforcer la visibilité et la reconnaissance du soutien de l'UE en matière de RSS parmi les populations bénéficiaires, les Délégations/Offices de l'UE devraient prêter plus d'attention à l'inclusion des RSS dans les communications stratégiques et les stratégies de relations publiques. L'UE devrait se centrer plus sur les avantages que les réformes du secteur de la sécurité vont apporter aux populations bénéficiaires, et mentionner comment ces réformes vont améliorer la sécurité individuelle et les droits humains fondamentaux. Les campagnes de sensibilisation, organisées en partenariat avec la société civile, pourraient constituer un outil efficace pour améliorer la perception que le public a du soutien de l'UE en matière de RSS.